

ENSEIGNEMENT

Des heures sup antipénurie ?

Marie-Martine Schyns songe à autoriser les enseignants à prester des heures en plus, rémunérées, pour lutter contre la pénurie.

Face à la pénurie d'enseignants en Fédération Wallonie-Bruxelles, la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (cdH) réfléchit à permettre aux profs en poste de prester, contre rémunération, des heures de cours additionnelles.

L'idée, qui figure parmi un éventail de mesures (une trentaine) actuellement à l'étude au sein du cabinet Schyns, serait d'autoriser les enseignants à donner chaque semaine entre deux et quatre heures de cours additionnelles, en plus donc de leur charge horaire actuelle.

Ce dispositif ne serait toutefois appliqué que sur base volontaire.

« Ce serait une partie de réponse à la pénurie d'enseignants », a-t-elle

indiqué mardi en réponse à des questions des députés Joëlle Maison (DéFi), Barbara Trachte (Écolo) et Mathilde Vandorpe (cdH) en commission du Parlement où la question du manque de profs était à nouveau évoquée.

Il y a quinze jours, Marie-Martine Schyns avait déjà annoncé réfléchir à permettre aux enseignants préretraités (dits en DPPR) qui le souhaitent de réintégrer leur classe.

« Il y a des demandes de certains d'entre eux qui souhaitent venir donner un coup de main », a assuré Marie-Martine Schyns selon qui la mesure pourrait permettre de récupérer entre dix à vingt enseignants à l'échelle de la Fédération.

Devant les députés, la ministre Schyns a livré mardi de nouveaux chiffres illustrant l'ampleur du problème.

Ainsi, sur les 4 425 nouveaux profs engagés en 2012, seuls 65 % d'entre eux sont toujours enseignants aujourd'hui. L'hémorragie se fait surtout sentir auprès des jeunes profs titulaires d'un Master : cinq ans après leur

recrutement, la moitié d'entre eux avaient déjà quitté le métier.

Dans l'opposition, Joëlle Maison et Barbara Trachte ont pressé la ministre d'agir au plus vite. Par manque de profs, plusieurs élèves dans certaines écoles n'ont en effet plus certains cours depuis plusieurs semaines parfois, alors que les examens approchent, ont-elles insisté.

Le texte demande notamment au gouvernement de mettre en place « de toute urgence » des séances de rattrapage pour les élèves qui sont affectés par la pénurie d'enseignants dans les matières qui seront évaluées le mois prochain lors des traditionnelles épreuves externes (CE1D, CESS). ■